

Madagascar, victime de ses politiques et des multinationales

Source : Rue 89 05/02/2009 Michel Koutouzis Consultant



Une manifestation à Antananarivo le 31 janvier 2009 (STR New/Reuters).

Dans les statistiques des organisations internationales, Madagascar est à peine visible: infrastructures rudimentaires (pas de réseau routier et ferroviaire conséquent), administration disparate et très mal payée, maillage territorial très centralisé, milliers de côtes sans aucune surveillance... Ce pays est une tête de pont idéale pour le crime organisé.

Madagascar est, comme le Congo ou l'Angola, un blasphème géologique: le pays est pauvre, mais son sous-sol est extrêmement riche en gemmes de toutes sortes. Et du côté du canal du Mozambique, on y découvre, de manière accélérée, d'importants gisements d'hydrocarbures.

Le long règne du président Ratsiraka, qui dirigea d'une main de fer le pays pendant un tiers de siècle (1975-2002, avec une interruption de quatre ans au milieu des années 90), a transformé Madagascar.

Ce joyau de l'empire colonial français est devenu une immense entreprise de prédation des ressources naturelles, grâce à un système de gestion basé sur la corruption et des baronnies claniques et familiales, qui, toutes, déclaraient allégeance au président déchu.

Une double administration : un Etat faible, des clans prédateurs forts

Une double administration s'est mise en place: d'une part, celle de l'Etat aux moyens vétustes et d'autre part celle du Président et des clans prédateurs.

Toute entreprise engrenant des bénéfices substantiels (ilang-ilang, cannelle, poivre, pierres industrielles, pierres précieuses et semi-précieuses, café, bois tropical, tourisme, etc.), fonctionna au sein d'un système dit "informel", échappant aux contrôles de l'Etat.

Même les produits de première nécessité, comme le riz, par des mécanismes sophistiqués, et du fait que la terre appartient à plus de 80% à l'Etat, étaient contrôlés par la famille présidentielle et ses acolytes.

Si la gestion interne était le "fait du prince", les exportations -surtout l'or, les pierres précieuses et semi-précieuses- passèrent rapidement aux mains des clans asiatiques et africains agissant souvent pour le crime organisé.

Certains hommes d'affaires véreux, américains et européens, ayant passé des contrats d'exportation avec l'entourage présidentiel, en font de même.

Après 2002, des espoirs déçus par Ravalomanana

La chute du clan Ratsiraka et l'affaiblissement des baronnies pouvait faire espérer l'avènement d'une nouvelle ère.

En 2002, le Président Marc Ravalomanana a conquis le pouvoir en dirigeant une insurrection populaire contre la corruption et l'isolement de l'île. Il a ensuite gagné les élections sur un discours d'homme d'affaires (qu'il est), libéral, ouvert à la coopération internationale, au libre échange et la modernisation du pays.

Mais il est très vite devenu clair, malgré certaines réformes et la création d'un pôle anticorruption (Bianco), que rien ne changeait vraiment. Les nouveaux investisseurs étaient purement et simplement rackettés, le Président multipliait les pôles de ses activités et de ses domaines réservés.

Une liste existe à Madagascar qui vous indique dans quoi vous ne pouvez pas investir. Chaque année, cette liste s'allonge.

La Banque mondiale, l'Union européenne, la Chine, l'Allemagne, la France, pour ne citer que les plus gros bailleurs de la communauté internationale ont vu, année après année, la transformation d'un pays éclaté en une entreprise présidentielle qui taillait en lots l'ensemble du pays faisant espérer des concessions minières et sous-marines. Elles aboutissaient rarement, mais tenaient les investisseurs en laisse.

Au coeur du système: le ministère des Mines

Au centre de ce système de prédation, le ministère des Mines et la politique minière menée à Madagascar depuis des décennies.

Le concept de "mine sauvage" veut qu'à la place d'une exploitation rationnelle, on a privilégié une exploitation de masse par une centaine de milliers de "creuseurs". Issus de la partie la plus déshéritée de la population malgache, ils trouvent là un moyen de subsistance.

Deux autres raisons invoquées pour le maintien de ce système de mine sauvage sont des contrevérités: l'éparpillement des mines et leur faible rendement d'une part, et le fait que les pierres semi-précieuses (pierres fines) n'intéressent pas le secteur minier international.

Le résultat de cette ingénierie trafiquante est que les pierres précieuses et pierres fines à Madagascar ne représentent annuellement qu'autour de 1% des exportations enregistrées. Le reste s'évapore.

Par ailleurs, le ministère des Mines et de l'Energie, est toujours déficitaire et la police minière, qui n'a toujours pas de véhicule, emploient en tout et pour tout une dizaine d'agents...

La terre appartenant dans sa grande majorité à l'Etat (les paysans sont simplement tolérés), le ministère de l'Aménagement du territoire a distribué des concessions énormes (un dixième du territoire) à des entreprises étrangères.

C'est ce qui a mis le feu aux poudres : en brandissant la carte tamponnée du droit de prospection de la société coréenne Daewoo à sa propre télévision, le jeune maire d'Antananarivo (qui avait appuyé Ravalomanana dans sa conquête du pouvoir mais se sent exclu du gâteau de la prédation), mène aujourd'hui la dissidence à la tête de son propre parti dont le nom est un tout un programme : le TGV.

Car Madagascar vit dans le domaine de l'imagerie et de la mythologie du progrès. En attendant, ce pays qui est loin de manquer de ressources -ou à cause de cela ?- subsiste dans une pauvreté absolue.